

## Questions orales

## LA MAIN-D'ŒUVRE

## LA QUESTION DE L'ÉMISSION DE CARTES D'ASSURANCE SOCIALE AUX IMMIGRANTS CLANDESTINS—LES MESURES GOUVERNEMENTALES ENVISAGÉES

**M. Alan Martin (Scarborough-Ouest):** Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Nous dirait-il quelles mesures il compte prendre avec le concours de son ministère pour prévenir l'émission de cartes d'assurance sociale aux personnes qui cherchent à se faire domicilier illégalement au Canada?

**L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Monsieur l'Orateur, toute la façon de procéder et l'émission de cartes d'assurance sociale sont actuellement en révision et je compte faire une déclaration sous peu.

\* \* \*

[Français]

## LES JEUX OLYMPIQUES

## ON DEMANDE L'ASSURANCE QUE LES JEUX NE SERONT PAS CONTREMANDÉS

**M. Roch La Salle (Joliette):** Monsieur le président, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Étant donné que la semaine dernière, dans une déclaration au nom de la paix sociale, le premier ministre du Québec et celui du Canada semblaient disposés à laisser tomber les Jeux de 1976, et étant donné qu'une telle déclaration est de nature à faire perdre confiance à des milliers de Canadiens qui croient à ces olympiades, le premier ministre serait-il disposé à faire une déclaration rappelant de nouveau l'appui de son gouvernement, et assurant que son gouvernement ne se laissera pas intimider par quelques fauteurs de trouble dans le domaine de la construction au Québec?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Il me semble que le député est en train de me proposer de dire ce que j'ai déjà dit de très nombreuses fois, y compris la fin de sa phrase.

\* \* \*

[Traduction]

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

## ISRAËL—L'ÉTABLISSEMENT DE COLONIES DANS LES TERRITOIRES ARABES OCCUPÉS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT CANADIEN

**M. Heath Macquarrie (Hillsborough):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures au sujet de la politique qu'a annoncée le gouvernement d'Israël d'aller établir des colonies de ses propres sujets sur les territoires d'États arabes souverains présentement occupés par les forces militaires israéliennes. Vu l'immense besoin de paix au Moyen-Orient et le grand nombre de résolutions des Nations Unies concernant les territoires occupés, le ministre voudrait-il user de ses bons offices auprès du gouvernement ami d'Israël en vue de le dissuader d'entreprendre une démarche qui aggraverait très vraisemblablement les tensions qui existent dans cette région tellement instable?

[M. Munro (Hamilton-Est).]

**L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais m'assurer de ce qu'il en est avant de prendre la moindre décision. J'ai entendu cette information dont parle le député, mais j'aimerais obtenir un peu plus de détail.

\* \* \*

## L'IMMIGRATION

## LA COMPRESSION DES CRÉDITS AFFECTÉS À L'ENSEIGNEMENT DE L'ANGLAIS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Walter Baker (Grenville-Carleton):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Il y a eu deux semaines vendredi dernier, j'ai posé à celui qui était alors premier ministre suppléant une question au sujet des subventions de formation en langue seconde pour les cours d'anglais qui se donnent au Collège Algonquin à Ottawa et dans d'autres collèges communautaires au Canada. Le premier ministre suppléant s'était engagé à obtenir une réponse. Le ministre a-t-il eu l'occasion de lire le harsard de ce jour-là et peut-il répondre à la question?

**L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Monsieur l'Orateur, je regrette, mais je ne suis pas au courant de la question. Je l'étudierai et je répondrai au député dès que je le pourrai.

\* \* \*

## LES TRANSPORTS

## LA NOUVELLE POLITIQUE—L'ÉNONCÉ DES ATTRIBUTIONS DU MINISTRE ET DE LA CCT

**M. Jack Murta (Lisgar):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Transports. Peut-il confirmer que la politique de transport qu'il va nous présenter au début juin délimitera exactement les fonctions de l'organisme de réglementation, la CCT, du ministre et du gouvernement, afin d'éviter une autre décision de la Cour suprême en ce qui concerne la définition des fonctions et des responsabilités à l'égard des questions de transport? Je pose cette question compte tenu d'une décision de la Cour suprême selon laquelle la CCT n'a aucunement le droit, en vertu de la loi, de retarder l'augmentation tarifaire ordonnée le 1<sup>er</sup> mars.

**L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, puis-je prendre note de cette question?

\* \* \*

## L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

## LE SERVICE DE RENSEIGNEMENTS POUR L'APPLICATION DES LOIS—LA SURVEILLANCE DE PARTICULIERS SANS REPROCHE

**M. Perrin Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo):** Monsieur l'Orateur, mercredi dernier j'ai posé au solliciteur général une question sur le service de renseignements pour l'application des lois baptisé le LEIU, organisation policière internationale qui possède environ 19,000 dossiers sur les citoyens canadiens et américains. Les services de police de Houston, au Texas, ayant déclaré que ce service surveillait les citoyens qui n'avaient pas